

Les relations... sont tendues comme une corde

MIL NEUF CENT TRENTE-NEUF fut une longue année et la guerre d'Hiver resta inachevée. Sa conclusion allait s'avérer déterminante pour la suite de la Seconde Guerre mondiale. Les rapports de Maiski en décembre témoignaient de l'atmosphère qui régnait à Londres et au Foreign Office. Les gouvernements français et britannique continuaient à envisager de bombarder les puits de pétrole de Bakou. À Paris, Jeanneney, président du Sénat, craignait que l'opinion publique n'oubliât qui était le véritable ennemi. Les « défaitistes » français, en effet, préféraient cette autre guerre à la vraie, celle contre l'Allemagne. Attention, « il n'y a pas urgence à se faire un ennemi de plus », avertit-il.

Le plan britannique consistait à resserrer le blocus contre l'Allemagne en privant celle-ci du pétrole soviétique. Il importait peu en définitive que les forces aériennes franco-britanniques n'eussent pas les moyens de détruire ou d'endommager la production de pétrole soviétique, ou que l'Allemagne fût relativement peu dépendante de celui-ci. De son côté, Sargent préférait garder une porte ouverte en direction de Moscou, car il était toujours possible que les événements de Finlande causent une brouille entre les Allemands et les Russes¹. Mais le Foreign Office était-il en mesure de garder l'initiative de l'ordre du jour ? Il l'avait perdue une fois auparavant, en 1927, lorsque le gouvernement avait rompu ses relations diplomatiques avec Moscou.

Vansittart, ayant défendu pendant des années une politique réaliste à l'égard de l'URSS, semblait avoir perdu une roue dans la surchauffe due à la guerre russo-finlandaise. Il pensait que les nazis et les Soviétiques avaient beaucoup de choses en commun, Bakou étant leur « talon d'Achille ». Les échecs passés, le sien y compris, l'avaient rendu amer. « Nous avons vraiment couru après la Russie, mais nous nous sommes fait avoir par sa duplicité. Ne l'oublions jamais et ne nous faisons plus mener en bateau [...] : quand on joue aux cartes avec un tricheur une fois, c'est de la malchance ; la deuxième fois, c'est une faute. » Vansittart avait attrapé la fièvre finlandaise : « Nous devrions frapper la Russo-Allemagne ou Teutoslavie — on peut appeler cette combinaison comme on veut — avant qu'elle ne devienne trop forte³. » Cadogan, pour sa part, envisageait la guerre contre l'URSS presque avec sérénité et pensait que le bombardement de Bakou était une excellente idée : « Je dirais que, s'il y a une chance raisonnable de succès, on devrait essayer [...]. Je suppose que nous devrions chercher querelle rapidement à l'URSS avant de lancer nos bombardiers [...]⁴. »

Daladier, encore premier ministre, parla, à toutes fins pratiques, des raids contre Bakou comme d'une affaire de « politique interne » : « [...] ces éléments des classes aisées [...], du fait de leur peur du bolchevisme, seraient heureux de faire la paix avec l'Allemagne avant qu'elle ne soit totalement battue. » La droite était disposée à maintenir Daladier au pouvoir si celui-ci envoyait des troupes en Finlande. Début mars, le premier ministre français dit au ministre finlandais à Paris, Harri Holma, que si la Finlande continuait à se battre, la France enverrait un renfort de cinquante mille hommes « en un clin d'œil ». Le gouvernement finlandais n'avait qu'à demander ! Bref, un clin d'œil, et le gouvernement Daladier était sauvé ; un clin d'œil et la France et la Grande-Bretagne étaient en guerre avec l'URSS !

Harvey, fonctionnaire au Foreign Office, en visite à Paris, nota dans son journal que Chamberlain ne souhaitait pas voir l'Allemagne battue trop sévèrement, de peur que cela « n'ouvrit la porte au bolchevisme⁵ ». De telles déclarations n'étaient pas éloignées des comptes rendus de Maiski à Moscou. Bombarder Bakou paraissait une brillante idée — propre, utile, et facile à mettre en œuvre contre les Rouges honnis. C'était une revanche purificatrice du pacte de non-agression, trahison qui avait

affaibli le blocus allié et permis l'occupation de l'est de la Pologne, soulignant ainsi la faiblesse alliée. « C'est bien beau de regarder la carte et d'en finir avec l'ennemi en un jour », remarqua un plaisantin britannique. C'était là le problème. Même Cadogan, qui pouvait si facilement envisager d'agir contre Bakou, se demandait s'il y avait assez de bombardiers Blenheim pour accomplir la mission⁶. « La seule conclusion charitable était de supposer que les gouvernements français et britannique étaient devenus fous », observa A. J. P. Taylor⁷.

« La Teutoslavie » était un raccourci non seulement émotionnel et dangereux de la relation germano-soviétique, mais c'était aussi une formule inexacte. Certes, Molotov rencontra plusieurs fois l'ambassadeur d'Allemagne durant l'automne et l'hiver 1939-1940, mais ce ne fut pas pour courir chaque fois après les Allemands ou accéder à toutes leurs demandes, même s'il en accepta certaines. Les discussions concernaient les incidents de frontière entre les forces terrestres et navales des deux pays, le règlement des litiges frontaliers, l'évacuation des citoyens d'origine allemande des pays baltes et l'acheminement par l'Allemagne de matériel de guerre pour la Finlande. Lorsque Schulenburg invita Molotov à Berlin, celui-ci ne se pressa pas, disant qu'il était trop occupé. Lorsque Schulenburg lui demanda d'envoyer un navire à l'ouest des Îles britanniques afin d'obtenir des informations météorologiques pour aider les attaques aériennes allemandes contre la Grande-Bretagne, Molotov prit d'abord son temps, puis refusa. Il refusa aussi de fournir des ports d'attache aux navires allemands sur la péninsule du Kamtchatka. Les négociateurs soviétiques conclurent un accord commercial important avec l'Allemagne en février 1940, mais les tractations avaient été dures. « Ne nous prenez pas pour des imbéciles », avaient-ils averti⁸. Le gouvernement soviétique essayait de protéger ses propres intérêts et de profiter de la guerre, mais sans accepter d'être entraîné dans l'Axe ou d'être impliqué dans des combats. C'était une politique dangereuse et à courte vue, qui d'ailleurs échoua, mais elle était comparable, fit remarquer A. J. P. Taylor, à la politique à courte vue des Franco-Britanniques qui avait échoué tout autant⁹. On peut se demander pourquoi le très soupçonneux Molotov ne se méfiait pas d'un gouvernement si peu habitué à respecter les accords internationaux. Le Foreign Office conclut finalement que Staline avait la frousse. Molotov prétendit bien des années plus tard qu'ils

savaient que la guerre était inévitable, mais qu'ils espéraient pouvoir la retarder quelque peu. « Nous n'étions pas des imbéciles. Personne [...] ne nous prenait pour des imbéciles¹⁰. »

II

Au même moment, Maïski, ayant échappé à sa position inconfortable avec Molotov, sembla retrouver ses esprits. Il fit ce en quoi il excellait : essayer de reconstruire les ponts coupés. En janvier 1940, il avertit Molotov des tensions dangereuses qui se manifestaient dans les relations de l'URSS avec le gouvernement britannique. Il s'appliqua à calmer les émotions suscitées par la guerre avec la Finlande. Les relations anglo-soviétiques s'étaient détériorées depuis décembre : elles sont tendues comme un fil, affirma Maïski ; si le fil subit d'autres tensions, il rompra certainement. Le danger le plus immédiat était la situation en Finlande : « [...] plus tôt on résoudra cette situation de manière satisfaisante, meilleures seront les chances que les relations anglo-soviétiques puissent survivre à la crise actuelle¹¹ ». Maïski harcela également Butler : il fallait isoler la question finlandaise. « Il [est] essentiel, dit-il [d'après le compte-rendu de Butler], que les décideurs [...] gardent la tête froide¹². » Une fois encore, il y avait une légère différence d'appréciation dans le compte rendu de Maïski et dans celui de Butler. Selon l'ambassadeur soviétique, en effet, la recommandation de garder la tête froide venait de son interlocuteur et non de lui. Il était indubitablement préférable du point de vue de Maïski que Butler dise à Molotov de garder son calme. Peu importe qui l'avait dit, c'était un bon conseil aussi bien pour Londres que pour Moscou, car les fonctionnaires du Foreign Office avaient tendance à perdre leur sang-froid. Ils préféraient des relations hostiles avec les Soviétiques ; la « possibilité d'une éventuelle coopération anglo-soviétique contre l'Allemagne » leur semblait « illusoire¹³ ».

Le Foreign Office n'appréciait guère les méthodes de Maïski. Toutefois, Butler écouta ses arguments, et ils continuèrent à se rencontrer. À la mi-février, Butler évoqua la question finlandaise. Le gouvernement britannique voulait « sauver la Finlande », mais pas au risque d'une rupture avec l'URSS. La meilleure issue était une solution pacifique. Maïski repara de « localiser » le conflit, mais expliqua que le concept de

Butler — l'envoi d'avions de combat, d'approvisionnements et de volontaires — n'était pas ce qu'il avait en tête. Butler fit observer que le gouvernement subissait une forte pression de la part de l'opinion publique, mais qu'il pourrait éventuellement réduire son aide à la Finlande s'il avait la certitude que la Norvège et la Suède ne fussent pas menacées. Maiski écarta cette inquiétude en riant. Mais Butler, qui n'était pas entièrement convaincu, demanda si le récent accord économique germano-soviétique annonçait la formation d'une alliance. Maiski répondit que ce n'était qu'un accord commercial. Butler continua à rester incertain¹⁴.

Cette conversation entraîna une réponse de Molotov. Le commissaire du peuple mordit à l'appât. Il informa Maiski que le gouvernement soviétique n'avait aucunement l'intention d'importuner la Norvège et la Suède, dans la mesure où celles-ci ne l'entraînaient pas dans le conflit ; il n'était pas non plus opposé à un règlement négocié avec la Finlande. Il suggéra même une médiation britannique pour régler le conflit. Mais il n'acceptait pas l'insinuation de Butler selon laquelle l'URSS était devenue l'alliée de l'Allemagne :

Vous pouvez faire savoir ce qui suit à Butler à propos de nos relations avec l'Allemagne : Tout d'abord, nous considérons comme ridicule et calomnieuse non seulement l'affirmation mais aussi la simple insinuation selon laquelle l'URSS fait soi-disant partie d'une alliance militaire avec l'Allemagne. Même des novices en politique n'entrent pas si maladroitement dans une alliance militaire avec une puissance belligérante, comprenant toute la complexité et tous les risques d'une telle alliance. Sur quoi se fonde Butler pour affirmer que l'URSS est gouvernée par des gens qui ne possèdent même pas la compréhension d'un nouveau venu en politique ?

Deuxièmement, l'accord commercial avec l'Allemagne n'est qu'un accord pour une transaction commerciale d'après laquelle les exportations de l'URSS vers l'Allemagne se montent à 500 millions de marks ; ledit traité est économiquement avantageux pour l'URSS, puisqu'elle recevra de l'Allemagne une grande quantité d'armement, de machines-outils, d'équipement, dont la vente nous a été invariablement refusée à la fois par l'Angleterre et par la France.

Troisièmement, comme l'URSS est neutre, elle le restera à moins bien sûr que l'Angleterre et la France ne l'attaquent et ne la forcent à prendre les armes. Les rumeurs largement répandues d'une alliance militaire entre l'URSS et l'Allemagne sont entretenues non seulement par de nombreux

éléments en Allemagne même, afin d'embrouiller l'Angleterre et la France, mais aussi par des agents de ces deux pays, désireux d'utiliser le prétendu « passage de l'URSS dans le camp allemand » au profit de leur politique intérieure¹⁵.

Maiski transmet ce message à Butler le lendemain de sa réception, mais sans les propos aigres de Molotov¹⁶.

Quelques jours auparavant, le 16 février, Molotov avait accueilli Cripps arrivant de Chine. Comme ce fut souvent le cas dans pareilles circonstances, les comptes rendus soviétique et britannique de l'entretien diffèrent. Selon les Soviétiques, Molotov fit comprendre à son interlocuteur que, si le gouvernement britannique souhaitait vraiment améliorer ses relations avec l'URSS, celle-ci était prête à faire sa part du chemin. Cependant, Molotov exprima ses griefs habituels contre les Britanniques, déjà soulevés maintes fois par lui et Maiski. Le compte rendu de Cripps confirme cette version des faits, mais ajoute que Molotov brandit la menace que, si une amélioration des relations n'avait pas lieu, « [...] la Russie devrait poursuivre dans d'autres directions les accords commercial et politique ». Une telle menace n'apparaît pas dans le compte rendu soviétique. Le diplomate anglais jouait-il là le Maiski britannique ? Les éléments ne permettent pas de conclure, mais il est certain qu'il pressa Halifax d'envisager la reprise des négociations : « Je ne doute absolument pas qu'il y a en ce moment une occasion de faire quelque chose pour éloigner la Russie de l'Allemagne et que cette chance peut ne plus exister dans quelques mois ou quelques semaines¹⁷. »

La réaction du Foreign Office fut tout d'abord ironique et négative. Le gouvernement britannique n'était pas intéressé à transmettre des conditions de négociations défavorables aux Finlandais et, par conséquent, refusa le rôle de médiateur. Ce n'était qu'une ruse communiste, pensaient les fonctionnaires du Foreign Office ; Staline redoutait les raids sur Bakou. Laissons-le s'inquiéter. « À bien des égards, le gouvernement soviétique est déjà notre ennemi¹⁸. » Le 13 mars, la guerre russo-finlandaise s'achevait. Les conditions soviétiques étaient relativement généreuses, compte tenu du fait que l'armée finlandaise avait été battue. Mais l'hostilité persista. Le gouvernement français « chercha querelle » à Moscou, exigeant le rappel de l'ambassadeur soviétique sous un prétexte quelconque, comme il l'avait

fait en octobre 1927 pour expulser le *polpred* K. G. Rakovski (qui mourut oublié en 1941 aux mains d'un bourreau stalinien anonyme). D'après Cadogan, les Français rendaient difficile l'idée d'un flirt avec Maiski. Ils semblaient encore vouloir bombarder Bakou¹⁹.

Butler continua son combat pour amener le Foreign Office à courtiser de nouveau les Soviétiques, malgré le côté peu attrayant et désagréable de cette initiative. « Je deviens très alarmé », dit Butler : « Il y a une certaine pureté noble dans la politique britannique qui tend à multiplier les ennemis — pourvu que le droit soit de notre côté et que la logique de l'action soit dictée par le cerveau humain. » La prise de position de Butler était d'autant plus étonnante que, moins d'un an auparavant, il avait été le seul à appuyer Chamberlain dans sa résistance à conclure une alliance anglo-franco-soviétique. Il a été souvent considéré par les historiens — et l'est encore parfois — comme une poule mouillée partisan de l'*appeasement* ; mais, dans les circonstances, il eut le courage de faire front et de se prononcer en faveur d'une cause impopulaire. Ce ne fut pas la seule : il continua, en effet, à maintenir son ancienne opinion, à savoir qu'une trêve n'était pas à exclure si les puissances non belligérantes s'engageaient dans des négociations de paix²⁰.

Maiski, lui aussi, joua un rôle fort sous-estimé. « Le problème finlandais [a] maintenant disparu », dit-il à Butler, nous devrions essayer de nous diriger vers une « meilleure compréhension ».

« Mais la guerre a “laissé de nombreuses blessures”.

— Il nous faut désormais les panser et les soigner. »

La réaction de Butler fut positive : il dit à Maiski qu'il espérait une amélioration des relations anglo-soviétiques. Il répéta à ses collègues du Foreign Office que les intérêts britanniques exigeaient de meilleures relations avec les Soviétiques ; d'ailleurs, ajouta-t-il, « les travaillistes sont très opposés à une guerre avec la Russie ». Quoique le Foreign Office ait pu penser, et malgré la Finlande, la Russie occupait une place importante « dans l'esprit de nombreux travailleurs ». Cela pouvait déstabiliser Hitler et le rendre moins sûr de ses frontières orientales. « Je pense que s'aliéner imprudemment l'URSS causera plus de mal que de bien [...] ». Du reste, la Grande-Bretagne avait besoin de la coopération russe pour rendre hermétique le blocus autour de l'Allemagne. Butler dit à Maiski que, s'il avait des questions importantes à discuter, Halifax le verrait avec plaisir²¹.

Les événements éloignaient rapidement la perspective d'une confrontation, même si au Foreign Office certains fonctionnaires et hauts responsables agacés ne voyaient pas la nécessité d'être conciliants à l'endroit du gouvernement soviétique. À leurs yeux, Moscou ne faisait que jeter « de la poudre aux yeux²² ». Halifax, cependant, était d'accord avec la position de Butler, et il n'était pas le seul. Le 27 mars, lord Chatfield, ministre de la Coordination de la défense, demanda à Halifax de rouvrir la question des négociations avec Moscou²³. Le même jour, avec une synchronisation parfaite, Maiski alla voir Halifax pour l'aviser que le gouvernement soviétique était prêt à accepter l'invitation adressée par Stanley en octobre en vue de discussions commerciales²⁴. Il était difficile de rejeter l'offre à brûle-pourpoint ; le Cabinet de guerre approuva donc l'éventualité d'une reprise des négociations commerciales. Presque au même moment, le gouvernement soviétique refusait à l'Allemagne le droit de transiter par Vladivostok, considérée par les Britanniques comme « une mauvaise brèche » dans le blocus. Début avril, les Soviétiques suspendirent temporairement les envois de matières premières à l'Allemagne, car cette dernière n'avait pas livré à l'URSS les marchandises prévues²⁵. Pourtant, fin mars, Molotov prononça un discours vitriolique contre la France et la Grande-Bretagne. Les contradictions habituelles continuaient donc à caractériser l'attitude politique des Soviétiques et des Britanniques, à moins que ce ne fût un camouflage destiné à tromper l'Allemagne sur les initiatives soviétiques à l'endroit de Londres.

La conjoncture semblait propice, momentanément, à un redémarrage des négociations. Aux yeux agacés des fonctionnaires du Foreign Office, il semblait que Maiski les avait une fois de plus roulés : « M. Maiski a beaucoup rencontré M. Lloyd George récemment, ce qui [...] ne présage rien de bon ; [...] nous savons que lord Beaverbrook et Low, le caricaturiste, sont tous deux [ses] amis [...] ». Fitzroy Maclean, suggéra d'inspirer quelques « articles de presse [...] soulignant la connivence et le caractère sinistre de la coopération germano-soviétique ». Pourtant, l'idée ne sembla pas opportune à Sargent, « vu que nous sommes sur le point d'explorer encore la possibilité d'un accord commercial avec la Russie²⁶ ».

III

Le moment avait beau être propice, rien ne vint. Le débat au sein du gouvernement britannique sur les intentions soviétiques fit rage jusqu'à l'invasion allemande de l'URSS en juin 1941. De son côté, le Foreign Office pensait que les Soviétiques voulaient garder la Grande-Bretagne « dans le jeu ». Mais c'était aussi ce que le gouvernement britannique, dans ses moments de lucidité, voulait faire avec Moscou. En fait, on ne s'aimait pas et pour cause. À tous les niveaux du Foreign Office, on mettait en doute la force et les intentions soviétiques. Comme cela avait été le cas pendant la période précédant la guerre, ces attitudes étaient souvent dictées par des prises de position idéologiques, souvent enveloppées de considérations techniques telles que la faiblesse soviétique et « l'alliance » soviétique avec l'Allemagne²⁷. La crainte d'une propagation du communisme dans le cas d'une victoire des Soviétiques sur l'Allemagne poussa certains responsables britanniques à refuser une alliance avec l'URSS, même après juin 1941. À la fin de 1940, Cadogan critiquait encore dans son journal le Front populaire en France et le gouvernement « rouge » en Espagne : « [...] des millions de personnes en Europe (y compris moi-même) pensent que tout cela est affreux²⁸. » De son côté, le gouvernement soviétique voyait dans l'attitude britannique une grande faiblesse et un manque de détermination ; la drôle de guerre ne fut pas pour les rassurer. Tout cela, cependant, prit fin en avril 1940 avec l'invasion allemande de la Norvège, juste au moment où les navires britanniques commençaient à miner les eaux norvégiennes.

La fin de la drôle de guerre marqua le commencement de plusieurs semaines noires pour l'alliance franco-britannique. La campagne de Norvège fut un fiasco. Mais le pire était à venir. En mai, les Allemands lancèrent leur offensive éclair à travers les Ardennes, écrasant les armées franco-britanniques. Cela aboutit à l'évacuation miraculeuse de Dunkerque. Le seul événement positif pour la cause alliée fut, en mai, la nomination de Churchill au poste de premier ministre. Désormais, il n'y avait plus de crainte de provoquer l'Allemagne, bien que Churchill eût peu de divisions à sa disposition et encore moins de canons pour « saigner et brûler » l'ennemi. À l'est, l'URSS réagit à l'effondrement de la France en annexant les pays baltes, la Bessarabie et la Bukovine. Les Allemands

commencèrent immédiatement à envoyer des divisions à la frontière soviétique, tandis que les Britanniques dépêchaient Cripps comme ambassadeur à Moscou.

Au moment où la France s'effondrait, le gouvernement français tenta un dernier effort moribond pour se rapprocher de l'URSS. Ce fut un événement malheureux. Eirik Labonne, le résident général à Tunis, fut précipitamment nommé ambassadeur à la place de Naggiar, rappelé au début de la guerre d'Hiver. En 1927, Labonne avait été au cœur de la tentative d'Anatole de Monzie pour obtenir un apurement des dettes de l'URSS, effort, comme tant d'autres, saboté par le gouvernement français lui-même²⁹. Labonne appartenait à la même école que Herriot et Monzie. Lorsqu'il arriva à Moscou le 12 juin, c'était la débâcle en France ; et, lorsqu'il rencontra Molotov le 14, les Allemands occupaient Paris. Il avait eu pour instructions d'entreprendre des discussions politiques avec le gouvernement soviétique, en prenant comme point de départ l'intérêt mutuel « de corriger le déséquilibre alarmant » se dessinant entre les forces franco-britanniques et allemandes. Le gouvernement français, comme celui de Grande-Bretagne, pensait avoir remarqué des signes imperceptibles d'un intérêt soviétique pour une reprise des discussions. Labonne devait travailler avec Cripps en ce sens³⁰.

Lors d'une conversation de deux heures, Labonne demanda à Molotov si le gouvernement soviétique voudrait discuter de coopération pour contrer la domination nazie. Molotov fut poli mais évasif. Il rappela à Labonne que, pendant longtemps, la France avait poursuivi à l'endroit de l'URSS une politique « que l'on ne pouvait pas caractériser d'amicale ». Labonne reconnut ce point — il en avait fait l'expérience en 1927 — mais dit que les circonstances avaient changé du fait des malheurs de la France. Molotov répondit que ce changement d'attitude était soudain ; il reconnut cependant, non sans ironie, que de nouvelles situations pouvaient amener de nouvelles politiques. Le commissaire du peuple demanda confirmation des rumeurs selon laquelle la France allait signer une paix séparée. Labonne ne put rien répondre de précis : pour lui, tout allait dépendre du soutien international que recevrait la résistance française. Finalement, Molotov promit de consulter son gouvernement³¹. Peu après, c'est-à-dire le 18 juin, les Français demandèrent des négociations d'armistice avec les Allemands ; quatre jours plus tard, ils capitulaient.

Coulondre avait dit en 1935 que l'amélioration des relations franco-soviétiques était comme « une forêt enchantée » qui s'éloigne au fur et à mesure qu'on s'en rapproche. « Nous ne devons nous en prendre qu'à nous-mêmes, car, depuis des années, nous avons laissé échapper les occasions qui se sont présentées, pour n'avoir pas su faire en temps voulu l'effort nécessaire³². »

IV

C'en était fini de la France. La Grande-Bretagne restait seule face à l'Allemagne. Si les gouvernements britannique et soviétique avaient besoin l'un de l'autre, c'était bien maintenant. Mais, pendant les journées les plus noires qui précédèrent l'effondrement français, Maiski fut peu indulgent à l'endroit de ses interlocuteurs. Lorsque Butler lui rappela que l'URSS avait des raisons de s'inquiéter de la rupture de l'équilibre militaire européen, il répondit qu'il était un peu tard pour évoquer cette question : si la Grande-Bretagne et la France avaient adopté des politiques différentes plus tôt, on n'en serait pas là³³. C'était vrai, et Butler n'était vraiment pas en position de discuter. Toutefois, le gouvernement soviétique était devant un certain nombre d'options, même si celles-ci constituaient un dilemme insoluble : le pacte de non-agression n'était guère plus inéluctable que l'*appeasement* franco-britannique, quoi qu'en disent aujourd'hui les historiens révisionnistes.

Après la reddition française, Labonne cessa tout contact diplomatique. Cripps arriva à peu près en même temps à Moscou. Le 1^{er} juillet, il rencontra Staline pour lui faire part de l'intérêt que portait le gouvernement britannique à de meilleures relations. Cripps reprit l'approche de Labonne, mais sans succès. Staline lui réitéra l'assurance que l'URSS ne formait pas un « bloc » avec l'Allemagne contre la Grande-Bretagne : « Nous n'avons qu'un pacte de non-agression », ajouta-t-il. Cependant, Staline offrit peu d'encouragements. L'URSS n'était pas prête à travailler au rétablissement de l'équilibre européen d'avant-guerre, et le chef soviétique ne pensait pas que l'Allemagne pût établir une hégémonie sur l'Europe sans le contrôle des mers, ce dont elle n'avait pas les moyens³⁴.

La réponse soviétique n'aurait pas dû surprendre le gouvernement britannique, vu la situation militaire en Europe de l'Ouest. La France

avait capitulé deux semaines auparavant et l'armée britannique était « littéralement dénudée », ayant abandonné ses canons et ses camions sur les plages de Dunkerque. Mais Maiski rapporta qu'il n'y avait pas de panique en Grande-Bretagne et que les discours de Churchill au Parlement avaient joué un rôle important à ce sujet. « Une volonté tenace est en train de se développer [ici], une froide haine britannique et une détermination à se battre jusqu'à la fin », rapporta Maiski. Il concédait que l'entourage de Chamberlain craignait les conséquences d'une longue guerre et était prêt à conclure la paix avec l'Allemagne à la première occasion. Mais ce n'était pas une position exprimée ouvertement ; d'ailleurs, même Chamberlain adoptait la ligne dure. Maiski ne surestimait pas la tendance défaitiste : Churchill jouissait d'un fort soutien dans les milieux travaillistes, qui voyaient en lui le seul homme capable de « gagner la guerre³⁵ ».

En juillet, Churchill confirma à Maiski que le gouvernement britannique était déterminé à se battre jusqu'au bout : « Londres ne subira pas le sort de Paris. » Paroles courageuses de la part d'un premier ministre courageux. Mais les Britanniques pouvaient-ils tenir ? Les Français vaincus et les Allemands vainqueurs pensaient que non. Maiski rapporta qu'il ne servait à rien de dissimuler la vérité : « Le danger est très grand. » Même Churchill ne prédisait pas la victoire, mais il avertissait Maiski que, si la Grande-Bretagne était battue, Hitler tournerait toute sa puissance contre l'URSS³⁶.

En août, Cripps réitéra auprès de Molotov l'avertissement de Churchill. Il se plaignit que le gouvernement soviétique appliquait deux poids et deux mesures dans sa neutralité envers l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Molotov confirma : « Nous avons un pacte de non-agression avec l'Allemagne auquel nous attachons une grande importance » ; nous n'avons pas d'accord semblable avec la Grande-Bretagne. C'était une différence sur laquelle l'URSS ne pouvait fermer les yeux. Molotov admit qu'une amélioration des relations commerciales était possible, mais il se plaignit des « nouvelles surprises » que lui avait réservées le gouvernement de Sa Majesté, notamment la saisie britannique des avoirs baltes en Grande-Bretagne après l'absorption des pays baltes par l'URSS. Ce n'était donc pas à l'URSS de prendre l'initiative d'améliorer les relations commerciales³⁷. Le compte rendu de Cripps rend plus positives les décla-

rations de Molotov, lequel reconnut la possibilité d'une amélioration des relations politiques (termes qui ne figurent pas dans le rapport soviétique). Cripps était plus optimiste : les relations avec l'URSS iraient en s'améliorant si la Grande-Bretagne pouvait se montrer capable de résister à une invasion allemande prévisible et si elle était prête à faire des concessions au gouvernement soviétique³⁸.

Bien que ces explications de la politique soviétique semblent avoir été honnêtes et directes, certains responsables britanniques prirent plutôt mal les déclarations de Molotov. Ce n'était pas le cas de Vansittart. Il s'était calmé depuis l'ambiance surchauffée de la guerre russo-finlandaise et voyait à nouveau l'avantage de meilleures relations avec l'URSS. Cependant, il ne pensait pas que des concessions aux Soviétiques les convaindraient. Les concessions ne marcheront pas « tant que nous ne serons pas devenus tous les deux plus forts militairement ». On était à la veille de la bataille d'Angleterre ; la menace d'une invasion allemande était dans tous les esprits. Il fallait que les Anglais prouvent qu'ils pouvaient repousser les nazis. Lorsque nous serons une puissance militaire de premier rang, dit Vansittart, « la Russie viendra vite vers nous ».

C'est dans son intérêt. Tant qu'on n'en est pas là, il n'y a rien à faire. La navrante démonstration de notre faiblesse et de notre aveuglement militaires durant la dernière décennie est ce qui a conduit la Russie à nous trahir l'année dernière. Nous n'étions tout simplement pas une offre tentante. Et c'est cette même inefficacité notoire qui a encouragé le fascisme en France et qui est à l'origine de tout le sentiment antibritannique là-bas autant que je me souviens. Nous n'aurons jamais d'ami fiable nulle part tant que nous ne serons pas perçus d'abord comme dignes de confiance et fiers de nous-mêmes. Par contre, nous aurons toujours des amis, pourvu que nous ne retombions pas dans nos vieilles habitudes abominables³⁹.

L'explication de Vansittart avait du mérite. Du reste, les Britanniques réitérèrent aux Soviétiques leur mise en garde d'une menace allemande contre la sécurité soviétique. Ceux qui faisaient face au péril nazi, dit Butler à Maiski en octobre, « étaient mieux avisés de se tenir ensemble⁴⁰ ». Mais Cripps n'aimait pas faire la leçon aux Russes sur le danger allemand, car il jugeait que Molotov était « tout à fait conscient de la conjoncture ». Vansittart, savourant l'ironie de la situation, n'était pas d'accord :

[...] tout ne saute pas aux yeux de la même façon pour tout le monde; [...] on doit souvent traiter avec des gens qui ne souhaitent pas voir ce qui s'impose de toute façon. Face à la politique de l'autruche, il est souvent essentiel de s'acharner sur ce qui est évident, et parfois [...] il faut convaincre les gens de ce que nous avons vu. Nous ne l'avons pas toujours fait et nous ne pouvons prendre pour acquis que l'on nous accorde toujours cette qualité.

Vansittart ne pouvait s'empêcher de se rappeler les années 1930 et ses efforts pour prévenir son gouvernement d'un danger évident :

M. Maiski reprochait constamment au gouvernement de Sa Majesté d'avant 1939 de n'avoir pas vu que l'Allemagne inévitablement lui ferait la guerre. J'étais la personne désignée pour ce genre de message. Mais son corollaire impliquait que sir Stafford Cripps avait désormais tout autant le droit de reprocher au gouvernement soviétique de ne pas se rendre compte que, à l'évidence, l'Allemagne allait *lui* faire la guerre [souligné dans l'original]⁴¹.

Le gouvernement soviétique n'ignorait pas la menace. Immédiatement après la chute de la France, les sources diplomatiques et les Renseignements soviétiques envoyèrent énormément de preuves de vastes préparatifs militaires à l'est. À l'automne 1940, le gouvernement soviétique estima que le nombre de divisions allemandes stationnées à ses frontières était passé de presque rien au printemps à quatre-vingt-quatorze. C'était un secret de polichinelle : même William Shirer, le journaliste américain de Berlin, était au courant des préparatifs, mais pas de leur envergure⁴².

Qui était devenu Cassandre ? Molotov ne voyait apparemment pas l'ironie de la situation. Churchill fit observer à Maiski que les deux nations devaient faire table rase du passé et avancer au présent et vers l'avenir. Mais Molotov aimait se rappeler la duplicité franco-britannique afin de justifier la politique soviétique du moment. Cependant, il ne se souvenait pas de tout, car il avait choisi d'oublier ou d'ignorer les nombreux avertissements de Litvinov concernant l'inéluctabilité de la guerre. Le prix à payer fut affreusement élevé, ce qui troubla peut-être Molotov, l'impassible. Les souvenirs avaient la vie dure : en 1942, Molotov et Litvinov (lequel avait été nommé ambassadeur à Washington) se

querellaient encore à propos de l'abandon soviétique de la sécurité collective⁴³. Molotov avoua à Strang qu'ils avaient été tous les deux en faute en 1939 ; mais il n'était pas prêt à l'admettre devant Litvinov. Pas ça, pas à lui.

V

Dans cette histoire, aucun camp n'était vertueux, mais il y eut des individus qui se distinguèrent par leur prévoyance et leur courage. Il n'y eut pas seulement des méchants connus, il y eut aussi des braves largement méconnus, qui aujourd'hui mériteraient notre estime. Litvinov, qui figure à peine à la fin de ce récit, fut l'un d'entre eux. Il était peut-être le plus intrépide, se battant sans succès pour la sécurité collective dans une ambiance intolérable de suspicion et de meurtre en URSS. Il fut l'émissaire soviétique préféré de l'Ouest, mais ses politiques furent dédaignées et ridiculisées par les gouvernements français et britannique ; ce qui eut pour conséquence de le discréditer à Moscou. Litvinov avait l'œil essentiellement sur Hitler et l'Allemagne nazie, estimant que l'explication la plus simple était la plus appropriée. Pour les Franco-Britanniques, Litvinov était le corbeau rouge de la tempête, avertissant du danger nazi pour mieux dissimuler le plus grand péril de la révolution communiste. Litvinov subit le rejet de ses politiques à l'Ouest pendant que ses amis et collègues disparaissaient dans les purges. Il resta à son poste — avait-il le choix ? — jusqu'à son limogeage en 1939. On put encore déceler son ombre par la suite, tandis que les gouvernements britannique et soviétique essayaient de faire face aux terribles dangers du début de la guerre.

Et puis il y avait Maiski : son utilisation d'un influent réseau de connaissances en Grande-Bretagne ne le rendit pas populaire auprès des responsables du Foreign Office. Il se battit néanmoins pour un rapprochement anglo-soviétique, parfois même dangereusement. Contrairement à Molotov et à Staline, Maiski semble ne pas avoir oublié les affirmations antinazies de Litvinov. En mai 1942, Eden fit l'éloge de Maiski pour son rôle dans l'édification de passerelles entre la Grande-Bretagne et l'URSS⁴⁴. Il ne savait pas à quel point il avait raison.

Vansittart n'eut pas besoin de Maiski ou de Litvinov pour reconnaître dès le début la menace nazie contre la paix. Comme Litvinov, il ne fut pas

récompensé pour sa prévoyance : en 1938, il fut écarté des dossiers, du fait de son éloquente persistance à faire remarquer les défauts de la politique étrangère britannique. Lui aussi figure à peine à la fin de cette histoire, même si on le retrouve occasionnellement en train de rappeler les échecs britanniques des années 30 et montrant combien est ironique et dangereuse la position soviétique d'après août 1939. Butler et Cripps, eux aussi, livrèrent des batailles désespérées pour vaincre, au sein du Foreign Office, ceux qui, par idéologie ou par arrogance, s'opposaient à un rapprochement avec l'URSS. Butler, surtout, qui suivit une ligne politique plus compliquée que ce que pensent certains historiens.

VI

L'anticommunisme de l'entre-deux-guerres fut une des principales causes de la Seconde Guerre mondiale. À quoi, évidemment, il faut ajouter la résistance allemande au traité de Versailles, la discorde et la faiblesse militaire des Franco-Britanniques, et la dépression des années 30. Mais la source de l'échec de la coopération anglo-franco-soviétique contre le nazisme fut l'anticommunisme. Le dilemme guerre-révolution était la théorie dominante officielle et officieuse des décideurs politiques franco-britanniques à propos de l'URSS pendant l'entre-deux-guerres. Cette hypothèse n'était pas sans détracteurs. Les lecteurs ont entendu les voix de Herriot, Mandel, Churchill, Vansittart et Collier, parmi d'autres. Toutefois, l'anticommunisme l'emporta aux moments cruciaux. Ainsi en 1934-1935, lorsque Laval succéda à Barthou assassiné et dépouilla le pacte franco-soviétique de sa substance ; en 1936, quand Eden bloqua un rapprochement anglo-soviétique prometteur ; en 1939, lors du sabotage par Chamberlain d'une alliance avec les Soviétiques, suivi par Daladier et Bonnet (mariés à Londres et à leur propre anticommunisme). En fait, lorsque Chamberlain affirmait ne pas croire en la puissance militaire soviétique ou au danger d'un rapprochement germano-soviétique, c'était afin de supprimer le risque, selon sa vision des choses, de devoir faire des concessions à l'URSS⁴⁵. Il disait que l'on pouvait se passer de l'URSS, même si beaucoup de preuves en sens contraire émergèrent lorsque le danger fut plus grand. Churchill et Lloyd George notamment tournèrent en dérision ces arguments.

La peur de la victoire sur le fascisme motivait l'*appeasement* tout autant que la peur de la puissance et de la virilité nazies. La victoire sur le nazisme ne pouvait être réalisée sans une alliance avec les Soviétiques et sans l'accroissement de leur prestige et le risque de propagation du communisme à travers l'Europe. Certains diront que c'est ce qui s'est finalement produit de toute façon. Pas exactement. Le scénario des années trente des idéologues, tel qu'il s'est réellement déroulé après 1945, était dû à l'échec de la sécurité collective et au pacte de non-agression germano-soviétique qui en découla. Dans le scénario qui n'eut pas lieu, les armées victorieuses polonaise et française se seraient tenues aux côtés des forces britanniques, américaines et soviétiques, et auraient bloqué — les Polonais surtout — l'expansion indésirable du communisme en Europe. Le prestige soviétique aurait grandi certes, mais le communisme n'aurait pas comblé le vide laissé par les débâcles militaires polonaise et française.

Le gouvernement soviétique aurait pu agir autrement pour faire avancer sa cause. Les purges grotesques et sanglantes des années 30 n'entraînèrent pas l'échec des rapprochements anglo-soviétique et franco-soviétique du milieu de la décennie, car celui-ci se produisit avant les purges. Mais elles offrirent un excellent prétexte aux anticommunistes qui s'opposaient à des relations plus étroites avec l'URSS. Les purges visaient au départ les « vieux bolcheviks », au sort desquels, d'ailleurs, les Franco-Britanniques, à quelques exceptions près, étaient pas mal indifférents. Les purges du haut-commandement de l'Armée rouge furent une tout autre histoire. Elles jetaient de l'huile sur le feu entretenu par les anticommunistes, car elles semblaient — et c'était certainement le cas — affaiblir la puissance militaire soviétique à un moment crucial de sa marche vers la guerre. Malgré cela, l'Armée rouge effectua une mobilisation impressionnante sur ses frontières occidentales pendant la crise de Munich. Du reste, les forces armées soviétiques s'illustrèrent contre les incursions japonaises en Extrême-Orient en 1938-1939, bien que ces succès aient reçu peu d'attention de la part des décideurs politiques franco-britanniques. Dans la guerre de longue durée envisagée par les stratèges franco-britanniques, l'Armée rouge, même affaiblie, pouvait jouer un rôle déterminant.

La crise de Munich et l'échec des négociations anglo-franco-soviétiques en 1939 conduisirent directement au pacte de non-agression

germano-soviétique. De nombreux historiens occidentaux ont développé une position contradictoire : c'est le pacte de non-agression qui a causé l'échec des négociations sur une triple alliance antinazie ; Hitler et Staline s'acoquinèrent parce qu'il n'y avait pas vraiment de différence, ou pas beaucoup, entre le nazisme et le communisme. De telles affirmations devinrent habituelles pendant la guerre froide après 1945. Cette idéologie finit par masquer la responsabilité franco-britannique sur le chemin de la guerre en 1939. Elle a fait négliger aussi à certains historiens contemporains la force de l'anticommunisme durant l'entre-deux-guerres et son influence destructrice sur les politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne. L'anticommunisme, en effet, contribua à compromettre la sécurité occidentale face à l'Allemagne nazie.

Tout cela ne minimise en rien la responsabilité soviétique pour ce qui s'est déroulé entre août 1939 et juin 1941. En fait, les avertissements de Litvinov à la France et à la Grande-Bretagne revinrent hanter le gouvernement soviétique. Il aurait fallu la prévoyance et le courage d'un Litvinov pour accueillir favorablement les ouvertures britanniques en 1939 et, par après, pour les faire accepter par Staline. Dans ce rôle, Molotov manquait de l'indépendance d'esprit nécessaire et de la subtilité de son prédécesseur ; il n'était pas du genre à oublier la méfiance développée et nourrie depuis plus de vingt ans. Comme les acteurs de cette tragédie se le rappelèrent souvent, les événements de 1939 et 1940 n'eurent pas lieu dans le vide, mais s'inscrivirent dans les débuts de la guerre froide que l'Ouest et la Russie soviétique avaient engagée depuis la révolution bolchevique de novembre 1917.

La guerre d'Hiver enflamma l'opinion anticommuniste en Grande-Bretagne, mais surtout en France, où le Parti communiste avait déjà été interdit et nombre de ses membres arrêtés. La fin de la guerre russo-finlandaise en mars, ainsi que le début des opérations offensives allemandes à l'Ouest en avril, firent prévaloir les esprits plus réfléchis. Le gouvernement soviétique peut s'estimer heureux de s'être tiré de cette aventure malheureuse sans conséquences plus graves que celles qu'il eut à subir : de lourdes pertes militaires, un prestige amoindri et des relations tendues avec l'Ouest. Le gouvernement britannique (en compagnie des Français sur la fin) reprit sa politique réaliste à l'endroit de l'URSS. Ses ouvertures ne furent pas acceptées par le gouvernement soviétique.

Staline avait fait son lit avec le pacte germano-soviétique et devait y rester de crainte de provoquer une guerre pour laquelle l'URSS n'était pas prête. Si les souvenirs de Molotov sont exacts, le gouvernement soviétique était prêt à retarder la guerre aussi longtemps que possible. Même quelques mois comptaient.

Finalement, aucun des deux camps n'était en position de reprocher à l'autre sa politique de conciliation avec l'Allemagne ou l'inverse. Les Franco-Britanniques craignaient la propagation du communisme, voire une collusion soviétique avec l'Allemagne ; de son côté, l'URSS redoutait un bloc capitaliste guerroyant contre elle en compagnie éventuellement de l'Allemagne. Chaque camp pouvait montrer les politiques contradictoires de l'autre et avait de bonnes raisons de se méfier. Après août 1939, la France joua un rôle mineur, en raison tout d'abord de sa campagne anticommuniste intérieure, puis à la suite de son effondrement en juin 1940. Les Britanniques continuèrent à courtiser Moscou, mais sans succès. Finalement, chacun dut prouver à l'autre sa capacité à survivre aux attaques nazies : les Britanniques en 1940 et les Soviétiques en 1941.

Le gouvernement britannique chercha à éloigner l'URSS de l'Allemagne, mais ne réussit qu'à la garder « dans le jeu ». Le gouvernement soviétique était moins intéressé que la Grande-Bretagne par un rapprochement — peut-être même pas intéressé du tout —, soucieux qu'il était des conséquences risquées de sa relation avec l'Allemagne ; mais il voulait lui aussi garder les Britanniques « dans le jeu ». Comme eux, il y parvint. Ce fut suffisant, car en fin de compte la soif inextinguible de conquête allemande amena un rapprochement entre la Grande-Bretagne et l'URSS, rapprochement que ces deux pays n'avaient pas été capables de réaliser par eux-mêmes.